

LE MONDE D'APRES, C'EST MAINTENANT

Eléments de réflexion par temps de Covid-19

Note du PRé (Pour une République écologique) présentée
par Stanislas Hubert, Dominique Lévêque et Thierry Libaert
26-04-2020

Il est sans doute trop tôt pour tirer des « leçons » du Covid-19, mais il ne l'est pas pour commencer à analyser les premiers effets de cette crise pandémique et songer à l'après.

Les Français croyaient durs comme fer à la toute-puissance de la médecine, pensaient aussi que leur système de santé était l'un des meilleurs du monde - la France n'est-elle pas « la fille aînée de la modernisation » ? - ils réalisent maintenant qu'il n'est pas aussi parfait qu'ils l'imaginaient, qu'il y a comme un déficit de coordination et d'organisation entre la multiplicité des acteurs de la santé publique en France. Ils découvrent que l'empilement successif des réformes hospitalières et des réseaux de soins, pas si coordonnés que cela au final, la conversion des établissements sanitaires au mantra managérial, budgétaire et de performance économique, confrontant les soignants à un phénomène d'injonctions institutionnelles souvent paradoxales (performance économique et qualité des soins, quantité et qualité, normalisation des procédures de soins et logique d'individualisation, cloisonnement des pratiques) ont surtout mis de la distanciation avec les besoins des malades, comme ceux des personnes âgées dépendantes.

Ils comparent la situation de la France qui face au Covid-19 fait moins bien que l'Allemagne ou la Corée, mais aussi moins bien que le Vietnam ou le Portugal. Et découvrent, effarés, que leur pays en est réduit à devoir gérer la pénurie des masques et des respirateurs, ce qui ne laisse pas d'interroger sur les défaillances de l'Etat et des industriels. Comme sur notre état d'extrême dépendance vis-à-vis de pays étrangers pour ce qui est de la fabrication de certains produits médicamenteux.

On devine que le jugement de l'opinion publique va se structurer autour de quatre perceptions : la gestion de la crise sanitaire (stratégie de communication comprise), la réussite du déconfinement, l'amortissement de la crise économique et enfin les réponses aux nouveaux défis sociétaux que la crise ne manquera pas de mettre au grand jour. La partition d'Emmanuel Macron ne va pas être des plus aisées, mais il disposera sans doute toujours de son socle électoral (c'est-à-dire, grosso modo, l'électorat LaREM à la Présidentielle, la moitié de celui de Fillon, moins une partie des progressistes venus de la gauche). Mais il devrait aussi bénéficier d'un atout : les Français ne voient personne pour l'instant dans l'opposition qui ferait mieux. Et les oppositions, malgré la crise sanitaire (et les *Gilets jaunes*), sont loin d'avoir un boulevard, tant elles sont apparues quasi unanime devant l'attitude qu'il convenait d'avoir face au Covid-19. Incapables de hauteur et de retenue, repliées dans des calculs trop strictement politiques, allant jusqu'à vociférer contre « l'autoritarisme macroniste ». Quand il fut évoqué l'idée de reporter les élections municipales, on entendit même parler du côté de la droite parlementaire de « coup d'Etat ». Et tous, tout aussi unanimes dans la contradiction quand ils demandèrent ensuite à ce que le second tour soit reporté.

Il reste que dans l'opinion, il y a une opposition radicale incarnée par Marine Le Pen, qui refuse l'unité nationale, conforte son statut de première opposante et se met en situation d'agréer le mécontentement des deux crises, sanitaire puis économique, à la faveur de la

2 récession qui est déjà. Tandis que les oppositions parlementaires restent largement azimutées. Il n'est pas évident que cela permette à ces dernières de créer un espace politique spécifique dans la perspective d'un scrutin. Il n'est pas douteux cependant que la situation accélère la recomposition politique.

Par ailleurs, faut-il noter que la droite classique, qui a défendu une baisse drastique des dépenses publiques et des effectifs de fonctionnaires par le passé, va devoir opérer des *aggiornamenti* qui ne vont pas aller de soi. Il est difficile de changer son ADN. De sorte que pour l'heure, la crise maintient surtout l'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Emmanuel Macron a cependant un handicap : lui-même. Il lui est compliqué de concilier une posture de chef de guerre et une posture d'humilité, qui le conduise à reconnaître certaines erreurs. Sera-t-il capable d'inaugurer une nouvelle forme de leadership qui trancherait suffisamment avec son style de management actuel ? Convaincra-t-elle les Français ?

Son autre handicap est idéologique: le socle doctrinal (en réalité l'esquisse) du « macronisme » est percuté par cette crise pandémique. Le progressisme et l'émancipation d'abord. Le couple libérer/protéger ensuite. Ce dernier, déjà perçu comme déséquilibré dans l'opinion au profit de la première injonction, Emmanuel Macron va devoir se concentrer sur la seconde qui dispose par ailleurs pléthore de figures pour l'incarner. La difficulté centrale étant que les réponses apparaîtront comme des inversions de trajectoire par rapport à ce que son gouvernement a fait depuis 2017. [Et pour quel projet ?](#)

Le moment que nous vivons est « singulier », « unique », aimons-nous à répéter, comme si nous avons besoin de nous rassurer sur la pandémie, sur notre impréparation collective ou de nous pardonner à nous-mêmes, nous qui rêvons parfois de dépasser notre propre humanité, évoquons l'humanisation de la technique ou la technicisation de l'homme, le subjectivisme, nous étouffant parfois dans le narcissisme, mais ne réussissant pas, même en surmontant nos travers, à entrer dans une ère où nous ne serions ni les maîtres ni les esclaves.

AUX LARMES CITOYENS

Le Président et le gouvernement seront-ils en capacité - en auront-ils seulement la volonté ? - de mettre en pratique la méthode de *l'équilibrage des contraires* chère à Proudhon (concilier le pluralisme philosophique, sociologique et politique), le dépassement entre capital et individualité, qui avait semblé pendant la campagne présidentielle inspirer le candidat ?

De recréer aussi du commun, de faire montre de leur aptitude à rassembler (sur laquelle Emmanuel Macron était jugé négativement avant la crise sanitaire, alors qu'il était apparu comme un champion pendant la campagne présidentielle) et d'inventer de nouvelles réponses qui ne soient pas qu'institutionnelles mais impliquent les citoyens dans un rapport rénové à la démocratie représentative. De ménager dans le même temps la possibilité (foucauldienne) de « l'élaboration de sa propre vie comme une œuvre d'art personnelle ».

On pressent fortement que le sujet n'est plus un acte II du quinquennat, mais une véritable (r)évolution. Le défi qui se pose n'est pas mince : faudra-t-il se contenter de faire redémarrer le pays - sous-entendu comme avant - ou de le réinventer en remarchant de nouveau ? Le président peut-il seulement être crédible sur ce registre, tant la confiance dans sa volonté transformatrice a largement été entamée aux yeux des Français en 2019 ? Cette même année, si l'on en croit les sondages, trois priorités se détachaient aux yeux des Français : le pouvoir d'achat, l'environnement et la santé. Mais la détérioration du système de santé, ciblée par un certain nombre de personnalités de tous bords, fait que la critique sera rétrospectivement adressée à l'exécutif. La question du pouvoir d'achat sous l'effet de la crise va toucher, à des niveaux différents, une part encore plus importante des Français que ce que les regroupements

des *Gilets jaunes* avaient pu révéler.

Sur ces deux sujets, santé et pouvoir d'achat, on pourrait voir s'installer une exigence consensuelle dans l'opinion. Pour Emmanuel Macron, la sortie de crise pourrait quasiment ressembler à un nouveau mandat de dix-huit mois qui s'ouvrirait, mais grevé par l'impopularité et le poids de la crise en plus. Tout sera possiblement rebattu avant l'heure, mais pour une période très courte, à l'aube pratiquement de la campagne de 2022. Vers une nouvelle donne politique ? C'est une situation que nous n'avons jamais connue.

Le risque n'est pas neutre pour le pouvoir : Il ne serait pas étonnant que la crise alimente le sentiment de nouvelles injustices, car des injustices vont inévitablement venir s'ajouter à celles qui existaient avant. Tout le monde aura-t-il été protégé de la même manière sur un plan sanitaire, économique et social, certains (les travailleurs sur le front), plus exposés que d'autres (les télétravailleurs), se diront que « comme d'hab », ce sont toujours les mêmes qui trinquent.

Une crise économique va immanquablement suivre. La récession est déjà là avec son cortège de conséquences plus graves les unes que les autres. Elle marquera au fer rouge cette campagne présidentielle avant l'heure. D'autant que la crise du Covid-19 aura effacé le début de reprise économique qui aurait pu constituer pour le pouvoir une démonstration tangible de l'efficacité de sa politique. Le coût économique de cette crise sanitaire sera énorme.

Ce serait pure démagogie de dire que tout va pouvoir - ou devoir - recommencer comme avant.

Des solidarités seront nécessaires, mais pas de pacotille. Il n'y aura pas de petites ou de grandes solidarités. Transformer par ex des jours de congés en jours travaillés, sur la base du volontariat, dans le cadre d'accord d'entreprises ou de branches, pourrait constituer un coup de pouce aux entreprises qui devraient leur en savoir gré, ce serait aussi éviter du chômage, donc s'assurer des revenus et donc non moins accessoirement permettre de partir en vacances à beaucoup plus. Comme soutenir le petit commerce et tous ceux qui font les passeurs entre l'agriculture, les producteurs de proximité frappés de plein fouet par le Covid-19 qui favorise plutôt la grande distribution, sans doute aussi parce que cette dernière avec ses grandes allées où s'alignent des produits conditionnés et où sont volatilisées des odeurs de désinfectants rassurent la clientèle. Les solidarités devront aussi s'exercer géographiquement en s'assurant que tous nos territoires, nos régions, nos départements seront réellement traités avec égalité. Tout en apprenant à faire avec une société fatalement plus conflictuelle.

L'EUROPE DECONFITE

Dans le même temps, la défiance vis-à-vis de l'Union européenne risque de se renforcer, nonobstant les 500 milliards mis récemment sur la table ; jugée absente depuis le début de la crise et incapable d'avoir spontanément une position commune devant l'une des plus graves crises de l'après seconde guerre mondiale. L'Europe fantôme ?

Le « couple franco-allemand » en prend un sacré coup au passage, totalement aux abonnés absents et les « nations sœurs », les « sœurs latines » que sont la France et l'Italie ne se parlent plus depuis la fâcherie relative à la pression migratoire et la question douloureuse des réfugiés assumée seule par l'Italie qui n'eut droit qu'à des remontrances, parfois violentes - et pour tout dire déplacées - de la part de la France. Et ce, en dépit du climat plus positif et de l'objectif affiché en février dernier lors du 35ème sommet franco-italien de renforcer la coopération dans les domaines de l'industrie, des transports et des finances.

Déjà effacée, de son propre fait, du théâtre géostratégique mondial, voici l'UE perçue comme absente d'elle-même, tandis que c'est la Chine qui porte assistance à l'Italie, et non pas la

4 France et/ou l'Allemagne. L'UE en est réduite à faire le deuil de ses vieilles lunes, et abîme encore un peu plus l'image de l'Europe que les peuples assimilent l'une à l'autre, sans faire plus de détail, et risque d'apparaître pour ce qu'elle est à maints égards : une mystification.

Pourra-t-elle sérieusement continuer à psalmodier comme si de rien n'était la fable de la « concurrence libre et non faussée ». Et se réfugier dans des vœux pieux, concurrencer l'ONU avec ses homélies. Le « pari pascalien » de François Mitterrand sur la construction de l'Europe est comme oublié. Et l'Europe confirme malheureusement qu'elle est une promesse non tenue.

Pourtant, le retour d'expérience, s'il est correctement fait, pourrait relancer une dynamique.

Si l'on ne perd pas en chemin le sens de la nuance et ne laissons pas nos « petites cellules grises » trop se détériorer - ce qui ne serait pas anormal après un trauma tel que celui que nous vivons - si on ne laisse pas les égoïsmes prendre le dessus, si précisément on en a suffisamment conscience, on peut cependant trouver le ressort pour s'en sortir sans sortir du jeu, pour se remettre de nouveau le pied à l'étrier en décidant d'utiliser les leviers nationaux et internationaux afin de gérer les prochaines crises. Avons-nous dit qu'il faudrait aussi se défaire du « fétichisme de la liquidité » et du trop-plein de la financiarisation du monde ?!

La tâche n'est pas facile, ni évidente. L'opportunité qu'il y aurait à «réinventer» le monde pour qu'il soit simplement plus juste et donc plus vivable pour tous existe pourtant. Cela n'est pas gagné. Car cela implique d'imaginer de nouvelles manières d'être au monde, entre les Hommes, de mettre en place de nouvelles manières de travailler, d'enseigner, de promouvoir la santé et la recherche. Mais ce serait un moyen aussi d'entrer en résilience.

La critique n'est pas nouvelle, mais on voit bien aussi combien la crise sanitaire le révèle en remettant en cause la division internationale de la production et donc du travail.

L'Europe serait en tous les cas bien inspirée si elle se décidait, et avec elle les Etats qui le peuvent, d'investir massivement, et dans la lutte contre le Covid-19 et ses effets dévastateurs au plan économique et social, et, instruite par l'épreuve actuelle, dans la prévention et la gestion de la prochaine crise à venir, qui sera autrement plus importante, plus ample, plus meurtrière : la crise climatique.

La France elle-même aura-t-elle la volonté d'en finir avec l'orthodoxie et la phobie de la dépense publique qui égare les élites économiques, et biaise le regard des politiques ?

Car nous réalisons avec l'économiste Gaël Giraud, que « *notre fiasco sanitaire paraît d'abord dû à une culture comptable qui confond toujours la gestion de "bon père de famille" avec celle d'une Nation: non, la macro-économie n'est pas de la micro-économie élargie car les dépenses des uns y font les revenus des autres (ce qui n'est pas vrai pour un ménage ou une entreprise). Et qui confond gestion intelligente avec réduction toujours et partout de la dépense publique à (très) court terme.* »

Injecter des ressources pour stimuler l'économie et éviter l'apoplexie ne serait donc pas la plus mauvaise des décisions. Soutenir l'offre tout en soutenant la demande, soutenir les premiers services du quotidien que sont les services publics locaux, rompre avec le dogme de la baisse des prélèvements obligatoires, utiles et indispensables à la dépense publique, elle-même nécessaire à l'initiative privée et aux investissements - lesquels services publics sont des facteurs d'attractivité indéniable pour les entreprises étrangères intéressées à pouvoir offrir à leurs salariés un système de santé efficace, un système éducatif de qualité et une recherche à performante.

Le temps de la reconstruction est venu.

L'Eurogroupe va-t-il enfin sortir de ses pantomimes habituelles ?

Nous voulons croire qu'il y a en ce moment même, malgré ou grâce à la crise pandémique, un levier pour créer et faire partager une identité européenne forte.

Pour faire désirer à nouveau la démocratie par les peuples d'Europe.

Un point d'appui pour se ménager au plan international une souveraineté que l'Europe n'a jamais vraiment eue ni chercher à avoir, dans une interdépendance souple avec les souverainetés des Etats membres qu'il faut suturer tant elles ont été soumises à rude épreuve ces dernières années. Le mot même de « souveraineté » est considéré comme un quasi gros mot, alors que l'on conçoit qu'il n'y a rien de plus désirable pour l'homme que d'être rendu à sa libre et illimitée souveraineté. Bataille, reviens !

Instruits par l'emballlement de la dette publique grecque qui a menacé de s'étendre à l'UE, la visée de la mutualisation budgétaire entre les États membres, le souci de la soutenabilité de la dette des pays les plus fragiles, serait en tous les cas un moyen de réenclencher du positif et de l'adhésion.

Peut-on dire ici, qu'il nous paraîtrait un peu hasardeux de s'en remettre à la seule lucidité des dirigeants ? Leur matrice intellectuelle est-elle à ce point autonome, parée à tous les dangers, à toutes les pressions, à toutes les manœuvres, à ce point naturellement aussi alerte que la situation l'exige, pour s'en remettre exclusivement à leur seule sagesse ?

Ou de l'utilité de réinventer le couple législatif/exécutif, d'inventer une dynamique associant démocratie représentative, démocratie sociale et « démocratie participative » décisive.

En France, on pourra commencer à juger sur pièces lorsqu'il sera reconnue une dette à l'égard de celles et ceux qui auront fait tourner la machine en toute oblativité pendant le confinement général et l'après. Un peu d'humilité ne peut nuire en admettant l'utilité du soutien, mais aussi de l'aiguillage populaire, autrement dit citoyen, pour dégripper demain le système.

Cependant que dans le même temps, le capitalisme va voir dans cette crise pandémique une occasion inouïe d'accélérer sa mutation vers le numérique.

La question est : seront-ils en capacité de sortir du *Cercle des neuf points*, ce célèbre problème (relier 9 points par 4 traits et sans lâcher le crayon.) utilisé pour mettre en évidence les bienfaits de la pensée latérale (*thinking outside the box*) ? Sa résolution, comme la trajectoire que la France pourrait prendre, illustre le défi qu'il y a à ne pas chercher uniquement dans l'espace que l'on nous donne, mais avoir une vision plus globale, sortir des sentiers battus. C'est une énigme riche d'enseignements pour tous, pas seulement pour les dirigeants. Elle nous montre comment on s'autolimité sans en avoir conscience.

Valorisons déjà ce que les Français sont en train de redécouvrir : les solidarités et les comportements collectifs nous protègent des vulnérabilités individuelles et des fragilités de l'existence. Et la coopération dont on avait oublié les vertus, y compris dans le domaine industriel avec notamment la fabrication en urgence de respirateurs et de masques pour nos hôpitaux, reste une voie d'avenir. Saluons les « irremplaçables », à commencer par les soldats du virus, l'ensemble de nos soignants dont la moindre des choses serait qu'ils soient considérés et plus justement gratifiés.

Tirons enfin, sans se mordre les lèvres, les premiers enseignements de la crise sanitaire : il est temps de reconquérir le marché intérieur en procédant à des relocalisations stratégiques et en lançant un programme de ré-industrialisation verte, en France et en Europe.

6 Cela n'est tout simplement plus une ringardise, une rêverie éveillée, une option, mais une condition d'évolution de nos systèmes économiques et sociaux, et une mesure de prévention des risques à venir. Un préalable si nous voulons commencer par diminuer notre dépendance dans le secteur de la santé créée par un excès de délocalisations. Avant, on croyait qu'il suffisait d'envoyer un mél en Chine ou en Inde en cas de besoin. Force est de constater que ce n'est pas opérationnel en situation de crise et qu'il est urgent de renforcer notre capacité productive. En essayant au passage d'améliorer la compétitivité, l'activité et l'emploi de l'industrie pharmaceutique sur le territoire qui comparativement se sont dégradées.

Agir donc, sans se laisser distraire par le réflexe pavlovien, devenu un mantra, qui s'est emparé du cortex d'une partie des gauches, de la « gauche radicale » en particulier, comme de la « droite extrême » national-populiste qui aime au possible, hypnotisant au passage quelques intellectuels qui rechignent à se coltiner les rugosités du réel, sur la dénonciation d'une France et d'une Europe «néo-libérales» (au demeurant continent le moins libéral au monde - certes libéral, c'est dans ses gênes - alors que la France reste le pays leader en matière de prélèvements obligatoires).

Le temps de la reconstruction est venu. Celui de la construction aussi, car nous sommes aussi dans le temps présent du présent, celui de « l'intuition directe » qui gagnerait à être transformée par delà la procrastination habituelle des institutions : quand les pays membres de l'UE vont-ils par exemple enfin se décider à passer outre les résistances de certains pays du Nord pour construire l'Europe du sud afin de préserver dans le même temps l'Europe tout court ?

LE MOMENT KEYNESIEN

Le paradoxe, c'est que la situation actuelle convoque l'échelle nationale, seul niveau à exister dans une telle situation de crise, avec le retour de l'Etat pivot qui avait été quelque peu congédié toutes ces dernières années, pour le moins prié de rester sur son quant-à-soi. Et la raison voudrait que la situation appelle à l'avènement d'un Etat un tant soit peu stratège.

Après, faut-il aller jusqu'à parler de « Moment keynésien » à propos de la crise actuelle comme on peut le lire ici ou là ? Comme avec le «Minsky moment » : du nom d'Hyman Minsky (1919-1996), ce professeur d'économie américain (Brown University, University of California, Berkeley, Washington University in St Louis, Institute of Bard College), théoricien de l'instabilité financière, qui s'est intéressé à la prise de décision dans des environnements incertains. Le *Moment Minsky*, c'est lorsque les investisseurs endettés sont contraints de vendre à tout prix leurs actifs. La thèse de Minsky, est que la stabilité engendre l'instabilité et le capitalisme ne peut se contenter de la stabilité. A cet égard, il est considéré comme l'un des pères de la régulation, seule capable de limiter la spéculation et d'assurer une croissance stable.

Edwin Le Héron, économiste, prof des Universités à Sciences Po Bordeaux, directeur de la Revue de la régulation, fin connaisseur de Keynes et de Minsky, est assez dubitatif sur le *Moment keynésien*, comme avec le *Minsky moment* : « je me méfie toujours un peu ...On va chercher Keynes quand tout va mal alors que Keynes est fait pour que ça n'aille pas mal. Comme pour Minsky et son paradoxe de la tranquillité ». Il rappelle très justement qu'en 2008 au moment de la crise financière, nous connûmes un autre *Moment keynésien* « qui a vite été oublié... ». Il est vrai qu'il a surtout été instrumentalisé, gadgétisé par le pouvoir de l'époque pour rassurer la population et distraire l'électorat. En réalité, le *Moment keynésien* ne va pas de soi, pas plus aujourd'hui qu'hier. Cette même année, en 2008, dans un article paru dans Libération, Edwin Le Héron douchait les doux rêveurs ou les illusionnistes qui, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, en appelaient « au capitalisme de l'entrepreneur et plus au capitalisme du spéculateur » en

soulignant que « le keynésianisme n'a d'avenir qu'au niveau européen ou mondial et c'est là que le bât blesse. Les élites politiques européennes sont allergiques à toutes formes de régulation. Quant aux excès de la finance, ils ne peuvent être efficacement traités qu'au niveau mondial, ce qui n'est pas gagné. Les keynésiens pourraient-ils mettre en œuvre rapidement leur politique ? Sans doute pas puisque les outils de la régulation ont été systématiquement détruits depuis 25 ans avec la déréglementation financière mondiale, le pouvoir monétaire confié aux banques centrales indépendantes et l'absence de coordination des politiques économiques et budgétaires nationales. » Il reste que les keynésiens d'aujourd'hui ne manquent pas qui pourraient tenter de relever le défi et renouveler la théorie classique du keynésianisme.

Cela étant, qu'est-ce qui empêcherait de s'engager par exemple vers un système d'imposition plus progressif ? Qui permettrait en France de financer à la fois les transferts aux plus défavorisés pour soutenir leurs besoins, ainsi qu'aux couches moyennes basses, pour soutenir leur consommation, financer notre système de santé qu'il va falloir revaloriser, ainsi que la recherche, pas simplement médicale, en se posant notamment la question de comment établir un continuum entre recherche publique et recherche privée que la crise sanitaire actuelle vient au passage de cibler tragiquement. Laquelle recherche aurait bien besoin d'une loi de programmation pluriannuelle.

Et si c'était le moment de subvertir plus globalement les formes contemporaines d'accumulation de la richesse et l'interventionnisme de l'Etat quand il se fait contre-productif, voire se révèle désastreux, pour remettre ce dernier sur les bons registres ?

Nous sommes à un moment politique, mais aussi philosophique fort, charnière pour l'avenir du monde tel qu'on le connaît. Une opportunité nous est donnée de redéfinir le sens que l'on veut donner à notre manière de vivre et de nous protéger ensemble, de nous solidariser.

SOLEIL VERT

Le confinement général actuel (absolument nécessaire, pas de doute là-dessus) nourrit des questions sur comment on va pouvoir renouer les fils « entre la Terre, l'Homme et le Cosmos » ? Entre nous et notre environnement, autrement (mieux) dit, notre milieu, ce mitan qui est ni plus ni moins que notre matrice nourricière qui ménage nos conditions d'existence.

Il nourrit aussi des inquiétudes sur ses conséquences à plus long terme, sur notre démocratie et nos libertés. Comment renouer les fils, mais pas à la patte ?!

Même si la question ne se pose pas tant que l'on n'a pas généralisé les tests de dépistage Covid-19 par RT-PCR et les recherches d'anticorps par sérodiagnostic, la vigilance n'est pas illégitime contre la tentation d'aller au plus rapide, au plus facile, de renforcer de manière illimitée le contrôle social en pérennisant la surveillance des données biométriques, des téléphones et des contacts sociaux en cédant à la généralisation du traçage ad vitam aeternam des individus (qui y consentent du reste déjà largement eux-mêmes, en livrant des données personnelles sur leur smartphone, leur tablette, et leurs comptes sur les réseaux dits sociaux). D'autant que rien n'indique, à ce jour, que les solutions de *tracking* (cf le projet du gouvernement de mettre en place l'application de « contact tracing » pour lutter contre la pandémie de Covid-19) permettront de mieux gérer la crise ou le déconfinement. Que penser du projet de carnet de vaccination 2.0 du MIT consistant en des nanoparticules injectées sous la peau grâce à une seringue spécifique équipée d'un patch de micro-aiguilles de 1,5 millimètre de longueur ?

Qui nécessiterait d'utiliser un smartphone spécialement équipé pour pouvoir lire les informations fluorescentes. Futuriste ? Pas tant. Effrayant ? Possiblement.

Ou quand le meilleur n'est jamais certain, mais le pire toujours sûr.

8 Le défi est grave : se garder absolument de faire d'une règle d'exception une règle commune. Sauf à se détourner trop durablement de l'Etat de droit avec le risque que cela devienne une politique qui dessinerait de fait un autre visage de la France. Un visage défiguré.

Au nom de quoi serions-nous condamnés à vivre le roman d'anticipation 1984 en continu ? Au nom de quoi devrions-nous donner raison à la dimension prophétique des œuvres dystopiques, ces utopies inversées ou « appliquées », c'est selon, qui décrivent des sociétés qui veulent faire le bonheur de ses membres malgré eux, contre eux ? Notre destin est-il d'accepter l'inacceptable ? Rapprochons-nous pendant le confinement de ces « lanceurs d'alerte » que sont *Métropolis*, *Le Meilleur des Mondes*, *Fahrenheit 451*, *Blade Runner* ou encore, plus près de nous, *Les Furtifs* du Français Alain Damasio. Ou encore des séries comme *Black Mirror* ou *Handmaid's Tale* qui nourrissent une fascination, mais aussi une inquiétude qui peuvent nous aider à anticiper.

Nous ne sommes pas davantage condamnés à vivre un jour ou l'autre le film de Richard Fleischer *Soylent Green* : en 2022, les hommes ayant épuisé les ressources naturelles, seul le « soleil vert », sorte de pastille nutritive, parvient à nourrir une population misérable...

C'est pourquoi, la plume du législateur comme le doigt tactile du technocrate pour le compte de l'exécutif doivent trembler avant de songer à raturer plus avant notre Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et de mettre en laisse nos libertés. Comment se fait-il notamment que les magistrats ne puissent pas assurer leur magistère en temps de confinement général, occasionnant ainsi des prorogations de détentions provisoires ?

D'UN « STRESS-TEST » A UN CRASH ANNONCE

Cette volonté nouvelle que devrait exiger la crise du Covid-19 s'impose d'autant plus que la situation actuelle n'est malheureusement qu'une répétition générale d'un plus grand chaos à venir avec la crise climatique, avec entre temps une crise économique et sociale.

Une de plus.

S'il serait illusoire de penser que l'on va changer de modèle de production et de consommation, de société du jour au lendemain, on peut cependant assumer que nous arrivons à la fin d'une période qui a vu en France, depuis plus de 40 ans, des vagues de réformes successives égratignant systématiquement, souvent en profondeur, nombre de piliers érigés après les crises du passé ; dont l'utilité éclate au grand jour, contribuant à la pérennité et la solidité de nos sociétés. Comme on devra assumer de faire avec une multitude de conflictualités qui vont inmanquablement surgir, comme avec le retour du tragique, de la peur et de la morale. Mais aussi possiblement avec le retour de l'humain en proie à une grande déréliction.

L'actuelle crise n'est pas qu'une crise sanitaire, c'est aussi une crise des effets de la globalisation, de l'extension des échanges, de la fluidité tous azimuts, et des dérégulations successives. C'est une crise qui débarque en Europe, dans des pays où des plans d'économie budgétaires ont asséché le secteur de la santé depuis plusieurs années. Si la « première pandémie de l'ère moderne », la grippe de Hong Kong de 1968-69 que l'on a oubliée, alors qu'elle a fait un million de morts dans le monde (31.000 en France), n'avait à l'époque ni fait les manchettes des journaux, ni marqué les esprits, nul doute que le Covid-19 laisse d'indélébiles traces dans les consciences.

UN PLUS GRAND CHAOS A VENIR : LA CRISE CLIMATIQUE

Avant la crise pandémique, huit Français sur dix déclaraient que face à l'urgence climatique, il convenait de changer de modèle. La crise actuelle ne peut qu'accélérer cette perspective, car on ne voit pas comment l'opinion n'irait pas établir un lien direct entre santé et environnement. On peut raisonnablement penser que la crise sanitaire conduite à prendre conscience qu'il faut changer de modèle de développement, tout bonnement parce que celui-ci fait également partie du problème : comment ne pas voir par exemple que les pratiques d'élevage intensif à proximité des grandes métropoles urbaines en Chine ne sont pas pour rien dans la création des conditions de la pandémie ? Comment ne pas voir que les chaînes d'approvisionnement longues, complexes et vulnérables dont nous dépendons pour pratiquement toutes nos activités quotidiennes contribuent à créer des pollutions néfastes pour l'état de santé des populations (des études scientifiques suggérant que les fragilités pulmonaires dues à la pollution augmentent les effets du Covid-19 commencent à être disponibles sur le sujet).

Il serait proprement inouï à l'issue de cette crise, de repartir de plus belle, comme si de rien n'était, en pensant qu'un plan de relance suffira, fut-il massif. N'est-il pas temps au contraire de nous interroger sur la façon dont nous aurons réussi collectivement et individuellement à traverser cette épreuve et quelles conclusions en tirer pour adopter des modes de production moins destructeurs de l'environnement et moins menaçants pour la santé de la biodiversité, celle des humains compris ?

QUI SOMMES-NOUS ?

Alors que la question existentielle est : « comment - et va-t-on vraiment le faire - comment va-t-on s'y prendre, pour que le monde continue ? »

Comment faire pour ne pas subir des sécessions de tous ordres et de toute nature, culturelles, religieuses, politiques, géographiques, déjà à l'œuvre ici ou là ces dernières années ?

Comment « *ne pas s'entretuer mais s'entrevivre* » comme disait Prévert ?

Plus qu'une crise, ce sera assurément une métamorphose-mutation, car la terre ne va pas disparaître, et les humains non plus. Enfin pas immédiatement.

Il n'est pas dit qu'ils ne soient pas les dinosaures de l'histoire.

Il n'est pas douteux que *Le moment d'après* doive de ce point de vue passer par un *Green New Deal* général qui se conjugue avec une *transition juste*. Car il est probable qu'il ne suffira pas aux yeux de Français de faire savoir que les politiques repensent le système économique, les modes de production et de consommation et la notion d'Etat social, pour restaurer la confiance.

Il leur faudra des actes tangibles, des preuves, des gestes qui touchent à leur quotidien.

Aurons-nous collectivement la force de tourner le dos aux faux fuyants, aux faux semblants, aux pis-aller, aux faux espoirs, comme aux prophéties collapsologistes qui tendent à s'ériger en une nouvelle religion ? Il nous faudrait déjà apprendre par commencer à décrire les vies individuelles, ce que n'a pas réellement permis la grande consultation nationale du Président Macron, aussi inédite et bienvenue fut-elle, en tous les cas pas à la bonne échelle. Réapprendre à penser et à agir à partir du monde tel qu'il est. Sortir de l'aphasie politique. Rompre avec la spirale de la désorientation des consciences.

Tout simplement parce qu'il faudra se garder de la déraison et de la folie, qui guette en permanence les humains.

Le confinement peut être le moment de la réflexion, de l'introspective, de la remise en cause des uns et des autres, mais aussi de la responsabilité collective. Un luxe en temps ordinaire, en tous les cas l'opportunité, en ce moment d'expérience pascalienne de déconfort et/ou de réconfort de notre chambre et de notre jardin philosophique, de se confronter aux questions du monde, à l'énigme du temps, aux questions du jeu, de la technique, l'opportunité de *quêter l'impensé*, de ré-exercer nos esprits à l'ouverture, à toutes les pensées, de les aiguiller vers un « faire commune » salvateur. Car la médecine, la santé ne sont pas tout. Ils ne peuvent tenir lieu de spiritualité, de philosophie, d'éthique, de morale, de politique, de société. Et le génome ne peut pas être un destin. La médecine ne nous aide pas à assumer l'angoisse fondamentale.

Les mystères de la vie et de la mort. La médecine ne nous aide pas à nous départir du repli vers nos arrières domestiques.

Le confinement plaide pour que l'humanité se montre à la hauteur de ce qui lui arrive et que chaque individu assume sa vie pour lui-même et pour les autres. Il plaide pour faire naître *quelque chose* qui pénètre le style de nos vies, fasse trembler positivement tout ce qui est.

Il plaide pour que les Hommes habitent autrement le Monde. Il plaide pour que l'on renoue avec la confiance, une confiance mutuelle en accordant du crédit à la parole des individus et des *corps intermédiaires*, dans une coopération plus horizontale, plus dynamique. En acceptant l'idée que tout le monde peut avoir des idées, en acceptant qu'au 21ème siècle, la connaissance et les savoirs sont source d'un pouvoir partagé. En libérant l'ingéniosité de tous les citoyens, des travailleurs français pour créer des solutions «par la base» (*Bottom-up*) afin de surmonter les *Cygnés noirs* qui ne vont pas manquer d'apparaître en plus grand nombre dans la décennie à venir.

Le confinement plaide aussi pour que l'on réapprenne qu'un lien nous unit, qui a pour nom : République.

Pour que l'on prenne conscience que cette crise sanitaire ne marque que le début de turbulences inédites et inouïes d'effroi. Pour que l'on désapprenne le réflexe du «command & control» et que l'on s'instruise des approches agiles/inclusives pour co-créditer de la valeur sociétale, économique et écologique. Humaine.

Il plaide pour que l'on retrouve le sens de la stratégie et le goût de la coopération.

La lucidité aussi : la vie n'est jamais aussi belle ou aussi mauvaise que nous le croyons.

Ou encore cette tragique vérité, naître tue : « *Tu ne meurs pas de ce que tu es malade ; tu meurs de ce tu es vivant* » (Montaigne).

Et l'ambition : penser le « jour d'après » ou le monde d'après » ?

Ce sera un effort difficile et de longue haleine, mais vital.

Au fond, c'est aussi un exercice quasi pasolinien auquel nous pousse le confinement.

Une sorte de « *Qui je suis* » qui nous informe sur nous-mêmes. Ecrit à New York en 1966, Pasolini, atteint d'une maladie grave, y fait le point sur sa vie, son œuvre passée et future, et sur le rapport à ses origines et son avenir. Comme lui, nous évoquons dans notre journal de bord ou sur les « réseaux sociaux » des souvenirs d'enfance, nos relations avec nos amis, nos proches, avec autrui et notre environnement immédiat, familial ou lointain, comme lui, nous livrons nos doutes, nos failles, nos contradictions et confions quelques-uns de nos désirs les plus profonds.

C'est le moment d'exciter nos questionnements.

Voir ou revoir le *Sens de la vie* des Monty Python (*Monty Python's The Meaning of Life*) peut être une entame ludique et drôle pour démarrer une réflexion sur l'après. Y compris l'excellent court-métrage de Terry Gilliam qui le précède, *The Crimson Permanent Assurance*...

Ensuite, il va falloir se remettre à faire de la politique, et pas qu'à l'ancienne. Du responsable politique au citoyen. En veillant à ne pas se réfugier dans la seule réaction ou l'opportunisme, impuissants.

Garder en tête cette fameuse phrase pénétrante mise dans la bouche du Prince de Salina (Burt Lancaster) par Visconti dans son film *Le Guépard*, adapté du livre tout aussi magistral de Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « *Il faut que tout change pour que rien ne change* ».

Se départir des récits et des éditos qui ne vont pas manquer de fleurir sur le thème de « Ne nous laissons pas abattre - tout en faisant mine de tirer les leçons de la crise - il faut continuer à faire comme avant ».

Une mobilisation durable de toutes et tous y aiderait. Pas forcément aussi utopique que cela. Les citoyens seraient en tous les cas bien avisés de se réappropriier la politique qui n'est pas qu'affaire de professionnels, tout en résistant à la tentation de geindre, d'houspiller, de s'agiter dans tous les sens pour au final n'aller nulle part, de se laisser aller à des pulsions sans issue et de susciter au bout du compte des espoirs qui seront (une nouvelle fois) déçus. L'affaire ne doit pas être générationnelle, les jeunes contre les vieux et réciproquement, et ne se réduit pas entre « le monde d'avant » et « le monde d'après ». Entre moi ou les autres.

Des pensées du passé peuvent être jeunes, totalement du temps présent, et mériteraient d'être exaucées, tel ce vœu de Victor Hugo quand il disait que « *La France sera sauvée quand les vieux regarderont en avant et quand les jeunes regarderont en arrière* »...

APRES LE PRINTEMPS AMER

Comment continuer à faire avec soi-même, l'autre, mais aussi les autres ?

« *Faire commune* », au sens des cités italiennes du Moyen-âge, résonne de ce point de vue avec une acuité particulière lorsque l'on s'interroge sur les possibilités de poursuivre l'histoire de l'émancipation humaine. Depuis le XIIe siècle en Europe, mais aussi parfois dans le reste du monde, des hommes ont parfois décidé de faire l'expérience sensible de l'autogouvernement au sein de villes, également parfois au sein de quelques communautés rurales. L'enjeu aujourd'hui n'est pas tant de décalquer sur nos organisations humaines contemporaines ces expériences, que de peut-être s'en inspirer, déjà de les savoir et de réaliser avec le médiéviste Patrick Boucheron que « ça a eu lieu ».

Le monde d'après le COVID 19 sera-t-il radicalement différent de celui que nous avons connu ? Les appels au « monde d'après » fleurissent partout avec leur florilège d'incantations. Les experts en gestion de crise sont eux plus prudents. Le constat est que les organisations ayant connu de graves crises se réfugient plutôt dans un refoulement de l'épisode pour reconstruire un récit en ligne directe avec l'histoire antérieure, comme s'il fallait immédiatement reconnecter les liens entre le passé et le futur. En entreprise, les crises passées sont à peine mentionnées dans les rapports annuels. Au niveau international, après l'épisode du SRAS en 2002-2004, de nombreux budgets de recherche avaient été débloqués pour pallier tout nouveau risque, mais le soutien des pouvoirs publics s'étirole peu à peu, avant d'être progressivement supprimé à partir de 2006.

Faire nation aussi - quoi que l'on puisse penser du caractère passéiste ou dépassé de la notion de nation, malgré son émiettement depuis le 19^e siècle, voire sa faillite au 20^e, ici ou là, souvent due à des volontés très éloignées de l'esprit des Lumières - pour pouvoir également faire Europe comme l'avait déjà pressenti Renan en son temps quand il évoquait l'idée d'une « confédération européenne », dans sa conférence de 1882, à la Sorbonne (« Qu'est-ce qu'une nation ? », dont il disait que son existence est un « *plébiscite de tous les jours* »). Lequel Renan stigmatisait à la fin de sa conférence « *les transcendants de la politique, ces infaillibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. « Consulter les populations, fi donc ! Quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens & une simplicité enfantine. » - Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.* ».

De l'expérience de l'Italie communale qui ne fut pas une exception dans l'histoire européenne aux pratiques politiques d'aujourd'hui, une même question revient en ce début du XXI^e siècle : comment instituer et gouverner le commun ?

La question, aujourd'hui, pas demain, n'est pas d'attendre que ça passe, elle est ni plus ni moins de se ménager un monde où les humains puissent se retrouver, où leurs désirs et leurs besoins les plus basiques, la nourriture, un toit, aux plus « humains », le besoin de reconnaissance et d'affiliation, soient entendus. Elle est de définir un espace où nous pourrions continuer de vivre, sans nous laisser accaparer par la peur, ni nous laisser distraire par la pensée magique ou les déconstructions hasardeuses, ni nous abandonner davantage à la tentation du repli tribal. Elle ne concerne pas que la stratégie de sortie progressive de crise sanitaire, elle commande de se préparer à la diversité des menaces, dont [les cyber-attaques ne seront pas les moindres](#).

Le Covid-19 n'est évidemment en rien « salubre », mais il nous permet cependant de mesurer notre fragilité et celle de nos sociétés dont le caractère non safe et non durable éclate au grand jour, il nous amène à repenser le progrès, le monde, à nous repenser nous-mêmes.

Il nous conforte aussi apparemment dans une disposition culturelle qui semble être partagée par une majorité de Français au fil des six dernières années : cela ne peut plus continuer comme avant. Et nous fait réaliser au passage que la prétention transhumaniste, cette idée de vouloir à tous prix « augmenter » l'humanité, de nous offrir de traverser la mort, ne peut pas tout régler. Et pour quoi ? Une promesse d'immortalité ?!

Comment va-t-on s'y prendre, quels sont les choix qui vont être retenus, c'est cela le plus important aujourd'hui.

C'est du reste le message principal en ce mois d'avril au Président Macron des 150 français tirés au sort de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) qui a fuité alors que les travaux ont dû s'interrompre, ne sont pas finis et qu'il n'a pas été formellement validé par un vote de la CCC : la question est-elle de mettre en place « un plan de relance du monde d'avant » (dans une resucée de 2008) ou bien d'imaginer ici et maintenant « un plan de transformation vers le monde d'après » ?

La question - qui traduit sinon un doute, du moins une certaine inquiétude - est d'autant plus censée qu'on se réforme rarement après une crise. On se confine dans des logiques de réparation - on proroge même parfois les conditions qui ont conduit à la crise - on se lance rarement dans une logique d'anticipation. Cela demanderait une volonté farouche. L'aura-t-on ?

On se réforme plus aisément après une victoire, comme en 1945, moins, voire pas du tout comme en 1940 après l'Armistice. Tandis que les PME (près de 4 millions de PME, soit 99,9% des entreprises, 6,3 millions de salariés, 43% de la valeur ajoutée), Indépendants, professions libérales, agriculteurs, travailleurs à domicile, professionnels du spectacle, vont être happés dans un trou d'air financier terrible. Et pour ceux qui n'auront pas disparu, ils seront dans la recherche désespérée de cash, malgré toutes les aides qui pourraient être débloquées, juste pour survivre. Alors que dans le même temps, de grandes entreprises vont bénéficier de liquidités de la part de l'Etat, ce qui est tout aussi indispensable, sauf que cette socialisation des pertes serait malheureuse s'il n'y avait aucune contrepartie, si l'Etat ne pouvait avoir sa voix stratégique au chapitre, et bénéficier par exemple d'une part des profits à (re)venir, ou voir le cas échéant son aide se transmuter en capital.

La question de ces 150 Français de la CCC est donc légitime : allons-nous ajouter de la tragédie à l'actuel « stress test » avec des choix inopportuns pour amortir le ressac économique et social à suivre ? Allons-nous céder aux sirènes qui voudraient réfrigérer, dans une vision rétrécie de la gestion des urgences, au nom de l'après Coronavirus, la transition énergétique & écologique ? Allons-nous finir par considérer que les normes environnementales, « ça commence à bien faire » ? Le monde d'après, c'est maintenant. Le monde d'après ne peut être le monde d'Avent. En attente de qui, de quoi, d'un messie, d'un hypothétique homme providentiel ou d'un retour à meilleure fortune ?

Ou quand le doute se fait garant de la raison.

Mais attention, comme nous le confie sans ménagement le philosophe Dominique Bourg, « on ne va pas sortir de la crise, c'est ce qu'il faut bien comprendre. ».

Autrement dit, il n'y a aura pas d'après. Mais un rappel permanent de nos fragilités, de nos vulnérabilités, du questionnement sur la durabilité du monde. On ne va passer d'un coup d'un monde écrasé par le désir d'accumulation à un monde ré-enchanté qui ferait toute sa place à l'émancipation.

Ce ne sera pas pour autant *l'éternel retour*, mais un recommencement qui pourrait pousser les humains à vouloir retrouver les fondamentaux, le sens de la vie, la quête de leurs identités premières. Un voyage baptismal qui leur ferait traverser des miroirs, des fenêtres *aveugles*, leur permettrait de se réabsorber dans l'instant où l'on dure, de se réapproprier leur récit, de sortir de la suffocation de l'amertume, les ferait franchir le déconfinement en évitant la déconfiture. Vers une vie ouverte. Peut-être.

Bref, la question est de comprendre à quel moment de l'histoire nous sommes.

Stanislas Hubert, consultant Questions européennes et de coopération, est membre fondateur du Think tank PRé.

Dominique Lévêque, conseil stratégie & communication, est secrétaire général du PRé.

Thierry Libaert, collaborateur scientifique du Earth & Life Institute de l'Université de Louvain, directeur scientifique de l'Observatoire international des crises, Pt de l'Académie des Controverses et de la Communication Sensible (ACCS), conseiller au Comité Economique et Social européen, est membre du conseil scientifique et du conseil des membres du PRé.

N.B : Ce texte est un doc de travail qui a été établi dans sa version brute le 13-04-2020) et qui a intégré depuis les remarques et les propositions des membres et sympathisants au fil d'un travail coopératif.

Son objet est d'être soumis en propos liminaire aux personnalités que nous souhaitons solliciter pour produire une contribution, soit sous forme d'article, analyse, tribune d'opinion, soit sous forme d'entretien, voire de chronique de confinement, mais aussi possiblement, selon les profils, sous forme de texte littéraire, poétique, de geste artistique, sur leur vision du « Monde d'après ». Ou sur ce que leur inspire la période de confinement. Comme aux membres et sympathisants. Sans les contraindre en affichant d'emblée les propositions du PRé.

(Res) sources d'inspiration :

Le Recommencement [Die Wiederholung] de Peter Handke (collec. Du monde entier, Gallimard, 1989)

En quête de l'impensé, Kostas Axelos (éd. Encre marine, 2012)

Jusqu'à la fin, Virgilio Ferreira (collec. Domaine étranger, 10/18, 1994)